REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 10 au 16 mars 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération économique.....2
-COI/UE : 8 millions d'euros pour l'entrepreuriat
1.2 Economie circulaire.....3
-Secteur privé mobilisé au niveau régional en faveur de l'économie circulaire
1.3 Economie.....6
Enjeux économique : l'Inde admise dans la COI
1.4 Economie bleue.....9
- Sustainable development of the local Blue Economy in the Indian Ocean

2. Centres d'intérêts

2.1 Connectivité numérique.....10
-La fibre optique à domicile prêt d'ici 2020-2021
2.2 Culture.....12
- Projet association Teratany : Vers la promotion du patrimoine culturel malgache
2.3 Pêche illégale.....13
- Un deuxième bateau sri-lankais intercepté dans les eaux des Seychelles pour pêche illégale
- Pêche illégale : joli coup de filet à GRSE

COI / UE

8 millions d'euros pour l'entrepreneuriat et la coopération commerciale

En marge du 34e Conseil des ministres de la COI, le secrétaire général de l'organisation et l'ambassadeur de l'Union européenne ont signé une convention de financement d'un nouveau projet de 8 millions d'euros qui vise à promouvoir l'entrepreneuriat dans la région, notamment des femmes.

Hamada Madi, secrétaire général de la COI, et Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, ont signé, à la clôture du 34e Conseil des ministres de la COI, la convention de financement d'un nouveau projet « entrepreneuriat et coopération commerciale ». Ce projet, d'un montant de 8 millions d'euros du 11e FED (Fonds européen de développement) vise à promouvoir l'entrepreneuriat dans la région, notamment des femmes, à faciliter les échanges commerciaux dans la région et avec l'Europe et, in fine, d'améliorer la compétitivité régionale.

Ce projet se décline en trois axes à savoir la création d'un Centre d'affaires européen qui permettra de faire le pont entre les opérateurs de la région et de l'Union européenne facilitant ainsi les opportunités d'affaires, une ligne de crédit ouverte aux PME en ciblant prioritairement les femmes et jeunes entrepreneurs et le renforcement des capacités des femmes et jeunes entrepreneurs.

« Ce nouveau projet s'inscrit dans une triple démarche: celle du développement économique et commerciale, celle de l'autonomisation des femmes et des jeunes et celle de la promotion des intérêts insulaires. En cela, il participera concrètement à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Je suis heureux de cette nouvelle initiative du partenariat COI-UE qui cible plus particulièrement les femmes et les jeunes de nos pays », se félicite Hamada Madi.

Pour l'ambassadeur et chef de délégation de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Vincent Degert, ce nouveau projet augure une nouvelle coopération économique entre la COI et l'Union européenne et espère qu'elle sera « fructueuse avec la collaboration de tous et que les entrepreneurs de la région en sortiront plus performants et mieux équipés », dit-il.

Nassuf Ben Amad

Le secteur privé mobilisé au niveau régional en faveur de l'économie circulaire

10 mars 2020 La_Rédaction À la une, Actualités, Économie, Océan indien 0



Partager
Partagez
Partagez

Au terme du programme de CAP Business Océan Indien visant à une approche régionale en filières, pour une meilleure gestion des déchets, des initiatives et des projets remarquables ont été présentés devant des responsables d'entreprises, d'organisations professionnelles, d'administrations publiques et d'ONG de toutes les îles de la région, réunis, les 24 et 25 février, à Maurice.



Animateur du dialogue public-privé au niveau régional, CAP Business Océan Indien a fait du changement de paradigme économique pour un modèle plus soutenable, l'un de ses principaux axes de travail. Son but : construire un plaidoyer, le déployer et mobiliser les entreprises que l'organisation représente, c'est-à-dire les 200 000 adhérents

Zulu présente Metis

nous dévoile une autre facette de son personnage

Caudan Arts Centre

des associations professionnelles et des Chambres de commerce et d'industrie des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de la Réunion et des Seychelles.

Pour mener à bien cette mission, un programme de coopération visant à l'émergence de filières régionales de gestion des déchets a été mis en œuvre durant près de deux ans par CAP Business Océan Indien. Il s'est achevé par un atelier de travail, organisé à Maurice les 24 et 25 février, ayany réuni des dirigeants d'entreprises, d'associations professionnelles, des responsables des pouvoirs publics, d'ONG et de partenaires de développement, comme l'Agence française de développement, la Région Réunion et la Commission de l'océan Indien.

« Le modèle économique que nous suivons aujourd'hui sera bientôt insoutenable, a affirmé Pascal Plante, président de CAP Business OI, ex-Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien. Nous devons agir ensemble pour ne pas compromettre la capacité des futures générations à s'épanouir de manière durable.

« Un nouveau modèle, a-t-il précisé, devra conduire l'opérateur économique à ne plus considérer « le déchet » comme une matière dont il faut se débarrasser, mais plutôt comme une ressource. Dans nos îles cette économie circulaire ne peut être pensée à l'échelle d'un seul territoire. »

Durant les sessions de travail, les acteurs économiques présents, issus de toutes les îles du sud-ouest de l'océan Indien, ont identifié des projets de collaboration qui permettent d'envisager des succès rapides autour de la structuration de filières de gestion de déchets sur plusieurs territoires.

Des entrepreneurs ont démontré la faisabilité et la pertinence de la démarche. Comme par exemple, l'entreprise réunionnaise Fourmize qui achète à des particuliers des déchets recyclables avec des bons de réduction dans des commerces associés. Ce projet social et solidaire concerne plus particulièrement des populations qui ne pratiquent pas le tri sélectif à la source. Il est donc réplicable sur d'autres territoires. Comme celui de la startup Eco warriors, un développeur

simples et peu couteuses de valorisation sur place des huiles minérales. A l'occasion de cet atelier, a été présenté aussi le projet de mise en place à Maurice de filières à Responsabilité élargie aux producteurs, grâce à la transposition du modèle qui fait ses preuves depuis plusieurs années à La Réunion et à Mayotte.

Concernant ces initiatives qui existent déjà, Cap Business s'est engagé à faciliter leur expérimentation sur un premier territoire et dans un second temps leur duplication sur d'autres. Pour aller vers des filières plus structurantes sur le moyen terme, les acteurs ont fait remonter un besoin d'accompagnement des Etats pour la mise en place de cadre règlementaires facilitateurs de l'initiative privée dans le domaine, notamment les règlementations sur la Sortie du Statut de Déchets. Cap Business Océan Indien portera cette demande du secteur privé devant le Conseil des ministres de la COI, pour que les autorités publiques de la sous-région cernent les enjeux et puissent agir, dans un esprit de collaboration publique-privée.



Enjeux économiques – L'Inde admise dans la Commission de l'océan Indien

14 mars 2020 Tsiory Fenosoa Ranjanirina 648 Vues 2 minute(s) pour lire

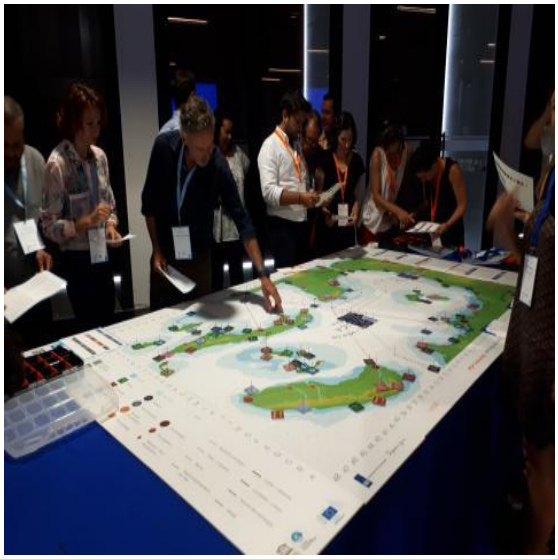


« Namasté », mode de salutation indienne, enseignée par l'ambassadeur Abhay Kumar.

L'Inde fait partie des pays émergents, largement en avance sur le plan médical et technologique. « Un matériel de radiothérapie pouvant soigner le cancer va être remis à l'hopital HJRA d'Ampefiloha par le Gouvernement indien », selon l'ambassadeur Abhay Kumar. Un peuple sain constitue le levier pour l'émergence économique. En réponse d'ailleurs à l'appel de détresse du Président Rajoelina suite aux dernières inondations, l'Inde est le premier pays à avoir dépêché des vivres et matériels pour les sinistrés. « Cette semaine, un navire de guerre indien achemine pour la première fois dans l'histoire de l'aide humanitaire. Celle-ci à destination de Madagascar. Le rapprochement entre les deux pays s'accomplit davantage. Avant-hier, six milles tonnes de dons sont reçus au port d'Antsiranana en présence du chef de la diplomatie malgache. Ces dons seront répartis dans les zones ravagées par les inondations. Il faut porter de l'espoir à tous afin de se développer ensemble », rajoute Abhay Kumar. Afin de protéger son économie, l'Inde donne l'exemple en matière de fermeture de frontières car les liaisons aériennes y sont suspendues pour le moment.

Deux puissances indianocéaniques en perspective. L'émergence économique de la nation indienne se joint avec la destinée de Madagascar maintenant que l'Inde est admise dans la Commission de l'océan Indien, d'après ce qui a été annoncé officiellement hier. Selon l'ambassadeur de l'Inde Abhay Kumar, « Le leadership du Président Rajoelina a été en faveur de l'admission de l'Inde dans la COI. Le soutien du chef d'État malgache a été déterminant et fructueux. Cette organisation régionale est un espace économique qui va permettre une fois de plus de renforcer les liens bilatéraux indo-malgaches ainsi que la coopération inter-îles. Le soutien de Madagascar a permis à l'Inde de faire son entrée dans une organisation d'intégration régionale où l'économie bleue, le commerce maritime, la protection des littoraux ainsi que les échanges commerciaux sont primordiaux ». Sur le plan du transport, l' établissement de la liaison aérienne entre la capitale de Madagascar et la ville indienne de Bombay est prévu. « Tout dépend d'Air Madagascar qui assurera le vol. Du côté indien, il s'agit d'une initiative malgache très souhaitée pour raffermir les échanges entre les deux pays. L'océan Indien constitue un espace partagé en commun entre Madagascar et l'Inde. C'est une opportunité naturelle favorable aux deux États», précise Abhay Kumar.

Sustainable development of the local Blue Economy in the Indian Ocean



How can we improve the use of ocean space? How can we balance the interaction between human needs and the marine environment? How can we increase the participation of local communities?
EMFF funded project Océan Metiss addresses these questions. It developed an innovative tool that helps organise human activities on the coastline of La Réunion Island and involves all local stakeholders.

La Réunion Island is a French outermost region in the Indian Ocean surrounded by small island states. Currently, the island faces a high rate of unemployment (mostly among young people) but the population is not traditionally engaged in the maritime sector.

The first and main objective of the project was to raise awareness on the importance of Maritime Spatial Planning to local stakeholders. The next step was to establish a close collaboration between them and the Océan Metiss team to examine local needs. Based on that, they drafted a plan that met both the authorities and the population expectations.

Consequently, Océan Metiss put in place an innovative, user-friendly participative tool called SEASKETCH. The tool allows users to share information, discuss and propose solutions on the use of the maritime and coastal area. So far, more than 150 datasets coming from different research projects (both regional and international) have been integrated to the tool.

The Océan Metiss Team has also been liaising with the Indian Ocean Commission to share knowledge and best practices in marine spatial planning for the development of the regional action plan of the blue economy.

Nowadays, the results of the project contribute to several local strategic and legally binding documents such as the Sea Basin Strategy Document or the Sea Enhancement Scheme.

To know more, take a look at the video showcasing the project.

La fibre optique à domicile prêt d'ici 2020-2021

13/03/2020 A.O Yazid



Le Président Azali Assoumani s'est entretenu avec le président de la société Huawei pour l'Afrique Sub-Saharienne et l'Océan Indien. Les deux parties, en présence du ministre des Tics se sont engagés à renforcer le partenariat entre le géant chinois et l'État comorien et d'offrir un accès domestique à la fibre optique, un projet qui, selon Ahmed Jaffar « permettrait au pays de passer à un autre cap » dans le secteur.

Le Président de la République, Azali Assoumani a reçu en audience, le président de la société Huawei pour l'Afrique Sub-saharienne et l'Océan Indien, Jason Xia Hesheng en présence du Ministre des Postes et Télécommunications et de l'Information chargé de l'Economie Numérique, Ahmed Jaffar. Plusieurs sujets relatifs au secteur des TICs ont été à l'ordre du jour notamment l'installation de la fibre optique et la construction du projet de Moroni Smart City qui consiste à créer une zone administrative qui sera connectée. Le chef de la société Huawei rassure que depuis l'entrée sur le marché des Comores en 2005, la technologie de l'information et de la communication des Comores s'est développée. Des faits que le Ministre des TICs confirme en montrant que « depuis 2005, Huawei est présente aux Comores et suit l'évolution du secteur des Télécommunications ».

Saluant cette initiative du consortium chinois, Ahmed Jaffar confirme qu'à travers ce partenariat, Comores Télécom est en plein projet du FMC qui définit la convergence du fixe et du mobile. « L'avantage de ce projet est l'accès de la fibre optique chez les particuliers jusqu'aux domiciles des citoyens comoriens. Ce projet doit permettre au plus grand nombre d'accéder à cette fibre pour faciliter la vie des comoriens, explique le ministre à la sortie de la rencontre. C'est un projet important qui est en réalisation et dont l'état d'avancement est au stade migration, c'est-à-dire passer du 4.5G à ce nouveau système. Et cette migration est constatée ces derniers jours à travers des désagréments qui sont répétitives ». Pour rappel, le projet de fibre optique à domicile sera finalisé aux Comores cette année ou au plus tard en 2021. Ce qui contribuera au développement économique de Comores Telecom et à l'amélioration de ses services de connexion.

Le ministre en charge des TICs montre par ailleurs que cette visite est bien normale du fait qu'elle rentre dans le cadre d'une coopération entre le géant chinois et l'État comorien nouée lors de la conférence de Paris notamment à travers le projet Moroni Smart City qui pourrait intéresser la société chinoise. Sur une probable ouverture d'une société de fabrication de téléphonie en Union des Comores, le ministre explique que « avec la logique de faire des Comores un pays émergent, on ne peut pas exclure une telle éventualité ». Néanmoins, il montre que pour que cela soit faisable, plusieurs conditions doivent être remplies en tenant compte de la protection de l'environnement. « Comme vous le savez, l'implantation d'une usine de fabrication de Smartphone demande un certain nombre de conditions, certaines préalables notamment les questions liées aux matières premières, liées au respect de l'environnement. Les Comores ce n'est pas le Rwanda, c'est un archipel entouré d'Océan et dont l'environnement est essentiel », dit-il en montrant que « toutes ces questions doivent être étudiées et voir l'importance et l'envergure d'un tel projet pour les Comores ».

Selon lui, les Comores est un pays avec de potentialité en investissement dans des secteurs aussi variés. Le ministre précise que l'objectif de cette visite est d'étudier sur les objectifs de développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, le renforcement du partenariat avec Comores Télécom à travers des nouveaux projets en plus du renforcement des capacités dans le secteur des télécommunications.

A.O Yazid

Projet association Teratany : Vers la promotion du patrimoine culturel malgache

Le projet de l'association Teratany intitulé « Exploration des Routes des Esclaves – Routes du Patrimoine Culturel : Hégémonie Sakalava aux 17 et 18ème Siècle », a été présenté dernièrement au Cinepax Ambodivona. Ce projet consiste à promouvoir et valoriser le patrimoine culturel de Madagascar. Pendant 10 mois, une équipe multidisciplinaire s'est attelée dans la première phase à explorer le développement des Routes des Esclaves avant et pendant le 18ème siècle sur le territoire de Madagascar en retraçant les sites des itinéraires de mémoire, les faits, les anecdotes et les événements historiques. Des travaux de re cherche ont été menés et vérifiés sur le terrain auprès des communautés. Dans la seconde phase, une cartographie sur « Les Routes des Esclaves » a été établie et présentée sous forme de document visuel historique aujourd'hui au Cinepax Ambodivona. La disponibilité des informations et des documents historiques à Madagascar constitue la grande partie de la difficulté rencontrée. Peu de document existant dans le pays parlait des faits et des réalités sur l'esclavage aux XV, XVI, et XVII ème siècles. En outre, l'équipe du projet a pris note de l'appauvrissement de la tradition orale recueillie durant les enquêtes. La nouvelle génération a tendance à oublier l'histoire et les expériences de sa communauté. TERATANY projette de mener les actions suivantes dans le cadre d'un futur projet pour valoriser les travaux effectués et surtout pour promouvoir ce patrimoine culturel identifié : organisation d'éductours ; formation des jeunes des villages identifiés pour devenir des guides touristiques du patrimoine culturel. Vidéo d'une durée d'une heure et quatre minutes (1h04mn) en version malagasy et en version française. Le documentaire évoque les impacts sur les communautés de Madagascar depuis que la mondialisation du commerce donnait un rôle particulier à la grande Ile au début du 16ème siècle.
Nandrianina A

Un deuxième bateau sri-lankais intercepté dans les eaux des Seychelles pour pêche illégale

By: Betymie Bonnelame Traduit par: Rassin Vannier



(Archives) Un deuxième bateau sri-lankais intercepté dans les eaux des Seychelles pour pêche illégale (Seychelles People's Defence Forces)

(Seychelles News Agency) - Les garde-côtes des Seychelles ont intercepté un bateau de pêche battant pavillon sri-lankais, soupçonné de pêcher illégalement dans les eaux de l'archipel.
Selon un communiqué des forces de défense des Seychelles, le bateau a été localisé par un avion de l'armée de l'air des Seychelles et intercepté par le patrouilleur Etoile vendredi matin.
L'interception a été le résultat d'une patrouille conjointe de l'Autorité des pêches des Seychelles, des gardes-côtes et de l'armée de l'air des Seychelles.
Le bateau a été escorté jusqu'au Port de Victoria et devait arriver ce matin.
Il s'agit du deuxième navire sri-lankais intercepté dans les eaux des Seychelles.
Sept pêcheurs sont actuellement en détention jusqu'au 16 mars en attendant les résultats de l'enquête.
Ils sont soupçonnés de pêcher illégalement le 26 février.
Les Seychelles, un archipel de l'Océan Indien occidental, ont une vaste zone économique exclusive de 1,4 million de kilomètres carrés qui représente un défi lorsqu'il s'agit de surveiller les activités illégales dans ses

Pêche illégale : joli coup de filet à GRSE

BY **PREITY RAMESSUR-BHOYROOC**

Joli coup de filet réalisé par des éléments de Fisheries, affectés à Grande-Rivière-Sud-Est, ce dimanche matin 15 mars. Lors d'une patrouille, des officiers ont interpellé deux pêcheurs. À la vue des officiers, ces derniers ont pris la poudre d'escampette, laissant leur « tente » remplies de poissons sur les lieux.
Selon nos recoupements, plus de 35 kilos de poissons ont été saisis. Parmi, se trouvent des « rouze », « coordonniers », « capitaine ».